

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 8 mars 2016 :

PRESENTS :

MM. Galant J., **Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridant M., Demoustiez A., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Decamps P., Delhay J., Chanoine V.,
Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSEES : Vanderkel A., Robette-Delputte F.,
Petit N., **Conseillers**

Avant d'entamer la séance, la Présidente informe l'assemblée qu'une information sera communiquée en cours de séance, concernant un effondrement de voirie survenu sur la rue des Martyrs et les dispositions prises en urgence par le Collège communal.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 2 février 2016 – partie publique – approbation.

Monsieur Delhay demande si les autorités consultées au sujet de la charte contre le dumping social, ont déjà répondu au courrier communal. La Présidente et le Directeur général lui répondent par la négative.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve avec 16 voix « pour » et 2 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 2 février 2016

2. Finances – Situation de caisse au 29 janvier 2016 – information

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Est informé de la situation de caisse par l'Echevin des Finances

3. Secrétariat – Projet de mise à disposition d'un bien communal et son contenu au bénéfice de la Fabrique d'Eglise d'Erbaut – approbation

Monsieur Delhay demande si les besoins de clubs ou d'associations n'auraient pas pu être rencontrés par la mise à disposition de ce bien, à une époque où, par exemple, certaines associations locales entreprennent des actions en faveur des réfugiés et pourraient être intéressées par ce type de bien.

L'Echevin des Finances, tout en l'informant que c'est la Fabrique qui a fait la demande pour la mise à disposition de ce bien et pas la Commune qui a proposé d'initiative ce dernier, lui répond que rien ne s'opposera, le cas échéant, à ce que la Fabrique soutienne d'autres associations qui en feraient la demande et accueille dans ce garage du matériel leur appartenant.

Cette réponse interpelle Monsieur Delhay, car cela signifierait que c'est la Fabrique qui gèrerait un bien communal au bénéfice de tiers.

Madame Senecaut souligne qu'à ses yeux, il aurait été préférable d'envisager dans le cas présent un bail à rénovation plutôt qu'une mise à disposition du bien, et rappelle l'importance d'accorder une certaine vigilance à la gestion immobilière des Fabriques d'Eglise, au regard de l'épisode survenu avec un bien appartenant à une autre Fabrique d'Eglise placée sous l'autorité de tutelle communale.

La Présidente conclut toutefois en faisant remarquer que le bien dont il est ici question, qui n'est pas particulièrement neuf ni en bon état de conservation, n'a jamais fait l'objet de l'attention du Conseil communal à ce jour.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Considérant que la Commune de Jurbise est propriétaire d'un garage installé sur la rue du Tumulus à Erbaut, sur une parcelle cadastrée 6^{ème} division, section A n°111 E, d'une superficie de 22m² ;

Considérant que ce garage n'est actuellement utilisé que pour le stockage de l'ancien mobilier de la salle des fêtes « la Vacressoise », à savoir 31 tables et 125 chaises en bois dont l'état peut être qualifié de vétuste ;

Considérant qu'en sa séance du 12 janvier 2016, le Collège communal a pris connaissance de la demande de Monsieur Vincent Chanoine, trésorier de la Fabrique d'Eglise d'Erbaut, quant à une mise à disposition de ce garage et du mobilier évoqué au bénéfice de la Fabrique, dans le but de permettre à cette dernière d'y stocker son propre matériel et d'utiliser ce mobilier à l'occasion de certaines activités ;

Considérant que la Fabrique d'Eglise d'Erbaut s'engage, le cas échéant, à utiliser ce garage et son matériel en bon père de famille, à recevoir le bien en toute connaissance de son état actuel, à l'entretenir de telle manière à pouvoir le restituer dans son état initial à la fin de la convention qui serait conclue avec la Commune, et, d'une manière générale, à respecter les termes de ladite convention ;

Considérant que compte tenu de l'état de vétusté du mobilier contenu, mais aussi du garage en tant que tel, dont les défauts et carences ont fait l'objet de remarques dans la convention de mise à disposition, il est proposé de fixer l'indemnité annuelle pour la mise à disposition à un euro symbolique ;

Considérant qu'en cas d'accord du Conseil communal sur cette demande, la présente délibération sera annexée à la convention qui sera établie en deux exemplaires et signée par les parties ;

Considérant que, le cas échéant, le Conseil communal marque son accord sur la désignation de l'Echevine déléguée à la signature et du Directeur général pour représenter la Commune à la signature de la convention ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 12 janvier 2016 ;

Décide par 14 voix pour et 3 voix contre(s) – Monsieur Vincent Chanoine ne prend pas part au vote :

Article 1^{er}. - De marquer son accord sur la demande de la Fabrique d'Eglise d'Erbaut quant à la mise à disposition du garage communal installé sur la rue du Tumulus à Erbaut, sur une parcelle cadastrée 6^{ème} division, section A n°111 E.

Article 2. - De fixer à un euro, l'indemnité annuelle pour la mise à disposition du garage au bénéfice de la Fabrique d'Eglise d'Erbaut.

Article 3. - De désigner l'Echevin délégué à la signature et le Directeur général de la Commune de Jurbise pour représenter la Commune à la signature de la convention.

Article 4. - D'annexer un exemplaire de la présente délibération à la convention de mise à disposition qui sera signée par les deux parties, en double exemplaire.

4. Secrétariat – Plan de Cohésion sociale – rapports financier et d'activité 2015 – approbation

Monsieur Delhaye souhaite connaître les raisons pour lesquelles, comme cela est indiqué dans le rapport d'activités, seuls 2/5^{ème} des projets prévus en 2015 auraient été réalisés.

Le Président du CPAS et la Présidente lui répondent en mettant notamment en évidence le fait que si certains projets n'ont pas été réalisés, faute de public ayant répondu présent, l'absence du chef de projet durant près de 6 mois a freiné ou empêché la concrétisation d'une série de projets. Le Président du CPAS rappelle toutefois le succès rencontré, en 2015, par une série d'activités (ateliers de breakdance et culinaire notamment), ainsi que la création de la Plateforme Seniors.

LE CONSEIL COMMUNAL siégeant en séance publique,

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 05 novembre 2013, du formulaire relatif à l'adhésion de la Commune de Jurbise au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019 et approbation du formulaire modifié, lors de la séance du Conseil Communal en date du 25 mars 2014, suite aux remarques du Gouvernement formulées le 12 décembre 2013 pour une adaptation du contenu projet PCS 2014-2019;

Vu l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 22 avril 2014, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2016, au SPW – Direction interdépartementale de la Cohésion sociale – Secrétariat général, Place Joséphine Charlotte 2 à 5100 Jambes, le rapport d'activité 2015 ainsi que le rapport financier pour l'année 2015 ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2016, au SPW – Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé – Direction de l'Action sociale, Avenue Bovesse 100 à 5100 Jambes, le rapport financier 2015 accompagné de la balance des recettes et dépenses ;

Vu le délai supplémentaire accordé par le Service Public Wallonie afin que le Conseil Communal soit en mesure de prendre position sur les points soumis à l'ordre du jour en matière de cohésion sociale ;

Vu le procès-verbal de réunion du 24 mars 2016 de la Commission locale d'accompagnement ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. – D'approuver le rapport d'activité 2015 et le rapport financier 2015 du Plan de cohésion sociale 2014-2019.

Article 2. – De faire parvenir au SPW un exemplaire de la présente délibération ainsi que les rapports susmentionnés.

5. Information au Conseil communal

Comme évoqué en début de séance, la Présidente et l'Echevin des Travaux informent l'assemblée de la décision prise par le Collège communal, en sa séance du 7 mars 2016, suite à l'effondrement de voirie constaté sur la rue des Martyrs, consistant à désigner en urgence un entrepreneur pour la réalisation des travaux de réparation.

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Est informé de la situation et de la décision prise par le Collège communal, en sa séance du 7 mars 2016.**

6. Travaux – MP 2016-06-SG-RP relatif au remplacement de châssis de la salle culturelle J. Galant – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delbaye fait remarquer que vu l'absence d'offre régulière réceptionnée lors de la première procédure, il aurait pu être opportun de recourir à une procédure négociée sans publicité, le montant estimé du marché étant inférieur à 85.000 € HTVA.

Le Directeur général l'informe toutefois du fait que l'estimation étant très proche de ce seuil, à savoir 82.100 € HTVA, il y a un risque que la procédure doive à nouveau être recommencée dans le cas de figure où l'offre finalement retenue venait à dépasser le montant de 85.000 € HTVA.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Attendu qu'à l'issue de la procédure de marché public MP 2015-19-SG-RP portant sur la réalisation de travaux d'insonorisation dans la salle communale J. Galant, le lot 2, dédié au remplacement des châssis extérieurs de la salle, n'a pas pu être attribué, faute d'offre valable et régulière réceptionnée ;

Attendu qu'il s'avère par conséquent nécessaire de relancer la procédure devant aboutir au remplacement de ces châssis, ce, sur base d'un Cahier spécial des charges adapté ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-06-SG-RP relatif au marché "Remplacement de châssis de la salle culturelle J. Galant" ; établi par l'auteur de projet, KEY ORG ACOUSTICS, rue de Belvaux 6 à 6927 Bure ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 82.100,00 € hors TVA ou 99.341,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 10 février 2016, obtenu en date du 23 février, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2016 du Budget communal ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-06-SG-RP et le montant estimé du marché "Remplacement de châssis de la salle culturelle J. Galant", établis par l'auteur de projet, KEY ORG ACOUSTICS, rue de Belvaux 6 à 6927 Bure. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 82.100,00 € hors TVA ou 99.341,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2016 du Budget communal.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. Travaux – MP 2016-02-SG-RP relatif à la réalisation de travaux d'amélioration acoustique à l'Ecole Pierre Coran d'Erbisoeul – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-02-SG-RP relatif au marché "Travaux d'amélioration acoustique à l'Ecole Pierre Coran d'Erbisoeul" établi par l'Administration Communale de Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 21.000,00 € hors TVA ou 25.410,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 10 février 2016, obtenu en date du 23 février, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire de l'exercice 2016 du Budget communal, article 722/72360.2016 (n° de projet 0039) ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-02-SG-RP et le montant estimé du marché "Travaux d'amélioration acoustique à l'Ecole Pierre Coran d'Erbisoeul", établis par l'Administration Communale de Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 21.000,00 € hors TVA ou 25.410,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service extraordinaire de l'exercice 2016 du Budget communal, article 722/72360.2016 (n° de projet 0039).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. Travaux – Marché public relatif à l'amélioration, l'égouttage et au renouvellement des conduites d'eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le projet de modification du Plan Communal d'Investissement Communal de Jurbise, établi par le service des travaux de la Commune, et reposant sur :

- 1) L'amélioration et l'égouttage des rues du Faux Bois et Fort Joniau ;
- 2) L'amélioration de la rue Valère Letot ;

Vu l'approbation de la modification du Plan d'Investissement Communal (PIC) 2013–2016 par le Conseil communal du 07 juillet 2015 ;

Vu le courrier du 18 décembre 2015 du Service Public de Wallonie, Département des Infrastructures Subsidiées, approuvant la modification du Plan d'Investissement Communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 5 novembre 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché “Amélioration, égouttage et renouvellement des conduites eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau” à IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS;

Considérant le cahier des charges N° TCEC 016 INH relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 666.525,74 € hors TVA ou 728.135,05 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts du dossier portant sur l'amélioration, l'égouttage et le renouvellement des conduites eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau, concerne des travaux communaux susceptibles d'être subsidiés (division 1), et que cette partie est estimée au total à 263.469,29 € hors TVA, soit 318.879,84 € TVA comprise ;

Considérant que l'estimation du subside régional s'élève, pour ce même dossier, à 169.098,53 € TVA comprise sur un montant total de 318.879,84 € TVA comprise;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par S.P.G.E. (division 2), et que cette partie est estimée à 390.529,46 € ;

Considérant qu'une partie des coûts concerne des travaux communaux, non susceptibles d'être subsidiés (division 3), et que cette partie est estimée à 29.517,90 € hors TVA, soit 35.716,66 € TVA comprise ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale ;

Considérant qu'au total, la part que la Commune devra supporter dans ces travaux s'élèvera donc à 149.781,31 € TVA comprise (318.879,84 – 169.098,53) + 35.716,66 € TVA comprise, soit 185.497,97 € TVA comprise ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 18 février 2016, obtenu en date du 25 février 2016, et qu'il s'avère favorable conditionnel ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget communal 2016, le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2016 du budget communal, article 877/73260:20160070.2016 ;

DECIDE à l'unanimité,

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TCEC 016 INH et le montant estimé du marché "Amélioration, égouttage et renouvellement des conduites eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 666.525,74 € hors TVA ou 728.135,05 €, TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2016 du budget communal, article 877/73260:20160070.2016.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. Travaux – MP 2013-08-RP relatif au démoussage et à la réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies – décompte final – approbation

Monsieur Delbaye, tout en reconnaissant que le Conseil communal s'est prononcé à l'unanimité sur cette question à l'époque, s'interroge sur le caractère imprévu des travaux ayant fait l'objet de l'avenant 1 de cette procédure.

L'Echevin des Travaux lui rappelle qu'effectivement, ce n'est qu'au moment où l'entrepreneur désigné à débiter le remplacement de certaines ardoises que l'ampleur et la nature du souci évoqué sont apparus.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 juin 2013 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (procédure négociée sans publicité) du marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies" ;

Vu la décision du Collège communal du 30 mars 2015 relative à l'attribution de ce marché à Roof Construct S.A., rue du Pont Bleu, 27 à 7730 Estaimpuis pour le montant d'offre contrôlé de 67.565,10 € hors TVA ou 81.753,77 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2013-08-RP ;

Vu la décision du Collège communal du 15 juillet 2015 approuvant l'avenant 1 des travaux, portant sur la dépose et la repose de sous-bassements et de chéneaux, pour un montant en plus de 23.250,00 € hors TVA ou 28.132,50 €, 21% TVA comprise et la prolongation du délai de 15 jours ouvrables ;

Considérant que cette décision avait pour but, conformément à l'article 26, 1, 2^o, a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, de procéder à la réalisation de travaux complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement envisagé ni dans le marché initial, et devenus nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à l'exécution de l'ouvrage ;

Considérant qu'au sens de ce même article 26, 1, 2^o, a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'attribution de ces travaux complémentaires a été faite en faveur de l'adjudicataire des travaux initiaux, le montant cumulé des marchés attribués pour les travaux n'excédant pas cinquante pour cent du montant du marché principal ;

Considérant toujours qu'au sens de ce même article, les travaux complémentaires ne pouvaient pas être techniquement et économiquement séparés du marché principal sans inconvénient majeur pour la Commune, pouvoir adjudicateur et pouvoir organisateur à l'égard de l'Ecole d'Herchies ;

Considérant en effet que la décision du Collège communal était justifiée de par la nécessité de désigner immédiatement l'entrepreneur occupé aux travaux de démoussage des toitures de l'école d'Herchies (et ayant par conséquent installé toute l'infrastructure et le matériel utiles à l'ouvrage), de telle manière à ce qu'il puisse intervenir rapidement sur ces toitures et

remplacer des éléments défectueux, dont l'accès était difficile pour les services communaux et qui nécessitaient une intervention urgente et spécialisée ;

Considérant que la réalisation de ces travaux était pleinement justifiée de par la nécessité de préserver le bâtiment scolaire dont question, celui-ci étant exposé à des risques évidents d'infiltration et d'endommagement s'il n'était procédé à aucune intervention ;

Considérant que préalablement à la décision du Collège communal, l'adjudicataire a été sollicité afin qu'il fasse part au pouvoir adjudicateur de ses conditions pour la réalisation de ces travaux complémentaires ; que l'adjudicataire a par conséquent fait connaître ses conditions tarifaires par un mail du 15 juillet 2015 ;

Considérant que l'approbation de cet avenant 1 relevant du pouvoir de décision du Conseil communal, le Collège communal s'est engagé à soumettre cette décision au Conseil communal dès sa prochaine séance ; qu'en sa séance du 8 septembre 2015, le Conseil communal a approuvé à l'unanimité la proposition de ratification de la décision du Collège communal susvisée ;

Considérant qu'au terme des travaux initialement prévus, le décompte final des travaux peut être détaillé comme suit :

Estimation	64.849,10 €
Montant de commande	67.565,10 €
Décompte QP (en plus)	+ 6.887,00 €
Total HTVA	= 74.452,10 €
TVA	+ 15.634, 94 €
TOTAL	= 90.087,04 €

Considérant qu'au terme des travaux complémentaires exécutés, le décompte de ces travaux peut être détaillé comme suit :

Travaux complémentaires	23.250,00 €
Total HTVA	= 23.250,00 €
TVA	+ 4.882,50 €
TOTAL	= 28.132,50 €

Considérant qu'au terme de l'ensemble des travaux, le Service Travaux a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux s'élève à 118.219,55 € TVAC, détaillé comme suit :

Estimation	64.849,10 €
Montant de commande	67.565,10 €
Q en + (Travaux complémentaires)	+ 23.250,00 €
Q en -	- 0,00 €
Montant de commande après avenant	= 90.815,10 €
Décompte QP (en plus)	+ 6.887,00 €
Total HTVA	= 97.702,10 €

TVA	+ 20.517,45 €
TOTAL	= 118.219,55 €

Considérant que le décompte final, avenant y compris, dépasse le montant d'attribution du marché de 44.60 % ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 17 février 2016 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux exercices antérieurs de l'exercice 2016 du budget communal, article 722/723-60 (n° de projet 2015023) ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le décompte final du marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies", rédigé par le Service Travaux, pour un montant de 97.702,10 € hors TVA ou 118.219,55 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De financer cette dépense par le crédit inscrit aux exercices antérieurs de l'exercice 2016 du budget communal, article 722/723-60 (n° de projet 2015023).

Article 3. - De transmettre cette délibération, ainsi que les pièces du dossier, aux autorités de tutelle, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

10. Urbanisme – Suppression partielle du sentier n° 36 dénommé « Sentier de la maison Dubois au Moulin à eau de Jurbise – Piedsente du Moulin », à Erbaut et Jurbise – approbation

Monsieur Delhaye fait remarquer que contrairement à ce qui est mentionné dans le projet de délibération, tout sentier communal fait partie du patrimoine de la Commune, et s'interroge dès lors sur cette proposition de suppression de sentier au regard, également, de la pétition réalisée dans le voisinage immédiat du sentier n°36 et de l'avis négatif rendu à l'unanimité par la CCATM.

La Présidente informe Monsieur Delhaye et l'assemblée que le Collège communal a, lui aussi, poursuivi sa réflexion sur cette question et serait d'avis de reconsidérer sa position initiale, afin de tenir compte – comme l'indique Monsieur Delhaye – de l'avis des riverains et de la CCATM.

Sur base de cette proposition,

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la demande introduite en date du 30 novembre 2015 et complétée le 21 décembre 2015 par le Géomètre Guy Meunier, mandaté par Monsieur et Madame Goret-Berdal en vue de supprimer partiellement un tronçon du sentier n°36 à Erbaut et Jurbise et dénommé « sentier de la maison Dubois au moulin à eau de Jurbise communément appelé Piedsente du Moulin »,

Attendu que le sentier n°36 se situe dans les parcelles cadastrées section A n°380 m, 380 e, 378 a 2 et 378 p, propriétés de Monsieur et Madame Goret-Berdal, et section A n°382 a, propriété de Monsieur Vandenabeele;

Vu le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale qui organise un statut juridique unique pour l'ensemble des voiries communales, puisqu'il fusionne le régime des voiries vicinales jusqu'ici soumis à la loi du 10 avril 1841, et le régime des voiries communales innomées jusqu'ici organisé par les articles 129 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu qu'une procédure unique régit donc dorénavant la création, la modification ou la suppression des voiries ;

Vu l'enquête publique réalisée par la commune du 29 décembre 2015 au 27 janvier 2016;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête mentionnant qu'une pétition regroupant 17 signatures de riverains de la rue de la Centenaire, de la rue du Moulin à Eau, de la rue de la Rivière et de la rue des Anglais a été introduite;

Considérant que ces riverains s'interrogent sur ce projet de suppression partielle du sentier « à l'heure où partout en Wallonie, l'on soutient les projets de maintenance et de réhabilitation de sentiers et de chemins dans les villages » ; que ces riverains déclarent s'opposer à ce projet, estimant que « les sentiers sont précieux pour la sauvegarde de notre patrimoine et l'embellissement de notre commune » ;

Attendu que l'avis de la Direction du Développement rural a été sollicité et que celui-ci, réceptionné en date du 11 janvier 2016, est favorable;

Attendu que l'avis de la C.C.A.T.M. a été sollicité et que la Commission, en date du 1^{er} février 2016, a remis un avis unanimement défavorable sur la suppression partielle du sentier n°36 ;

Considérant que cet avis est notamment justifié par la nécessité de tenir compte de l'avis exprimé par les riverains lors de l'enquête publique, et par l'opportunité de conserver de tels sentiers pour l'organisation de ballades rurales rencontrant un succès grandissant au sein de la population ;

Attendu que dans son avis, la C.C.A.T.M. demande que dans le cas d'un vote négatif du Conseil communal, il soit imposé de supprimer les entraves actuelles à l'accessibilité du sentier, de remettre celui-ci en état et de le valoriser ;

Vu que l'avis du Hainaut Ingénierie Technique a été sollicité et que celui-ci, réceptionné en date du 18 janvier 2016, est favorable à condition que le cartouche des plans soit adapté ;

Considérant que Monsieur Meunier a introduit des plans au cartouche modifié en date du 18 janvier 2016, conformément à la demande du H.I.T. ; que ces plans ont été envoyés le 21 janvier 2016 pour signature au Commissaire voyer et qu'ils ont été réceptionnés signés le 28 janvier 2016 ;

Attendu qu'une emprise de 89,63 m² serait à supprimer dans les parcelles cadastrées section A n°380 m, 380 e, 378 a 2 et 378 p appartenant à Monsieur et Madame Goret-Berdal;

Attendu qu'une emprise de 56,95 m² serait à supprimer dans la parcelle cadastrée section A n°382 a appartenant à Monsieur Vandenaabeele;

Vu que les propriétaires mentionnés ci-avant ont signé pour accord sur la suppression du tronçon du sentier vicinal n°36;

Vu la décision du Collège communal du 8 février 2016 remettant un avis préalable favorable sur la demande et décidant de soumettre celle-ci à la décision du Conseil communal, compétent pour toute création, modification ou suppression de voiries communales ou vicinales ;

Considérant toutefois que ce sentier, même s'il n'est plus utilisé depuis des années, continue à faire partie du patrimoine communal que les membres du Conseil communal souhaitent préserver ;

Considérant que les membres du Conseil communal, qui ont pris connaissance des revendications de 17 riverains s'opposant à la suppression du sentier n°36, estiment qu'il est nécessaire de tenir compte de cette expression d'un sentiment populaire en faveur de la sauvegarde des sentiers communaux ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 : D'émettre un avis défavorable à la requête de suppression partielle du sentier n°36 comme décrit dans le dossier et tracé sur plan.

Article 2 : De publier la présente décision intégralement et durant 15 jours, et d'en envoyer un exemplaire à tous les propriétaires riverains.

11. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose une première question :

« L'enseignement communal a été sollicité pour l'inscription d'un enfant trisomique. Il n'y a pas été réservé de suite favorable. L'objet de cette question est de savoir quels arguments ont conduit à cette décision. L'intégration des personnes handicapées dans l'enseignement ordinaire est en effet souvent prônée et présente des avantages tant pour ceux-ci que pour les enfants dits « ordinaires ». Les équipes pédagogiques ont-elles été sollicitées ? Des aides ne sont-elles pas apportées par la Fédération Wallonie-Bruxelles ? La Commune dispose-t-elle d'une réelle politique en la matière ? »

Pour le Collège communal, l'Echevine en charge de la Personne handicapée apporte les éléments de réponse suivants :

« En réalité, le Pouvoir organisateur, en sa séance du 25 janvier 2016, n'a pas été sollicité pour l'inscription d'un enfant trisomique, mais bien pour ce qui concerne l'intégration de cet enfant dans son école

actuelle, à savoir le Lycée Léon Maistriau. La maman de cet enfant recherchait une personne susceptible de s'occuper de son enfant durant les heures de classe, à temps plein, en support de l'institutrice. S'agissant d'une situation relevant d'un autre Pouvoir organisateur, le Collège communal n'a dès lors pas été à même de rencontrer cette demande – sans savoir, par ailleurs, si une formation ou une expérience particulières s'avèreraient nécessaires pour assurer l'encadrement d'un enfant atteint de trisomie 21. Toutefois, le Service Personnel de l'Administration a remis à la maman un dossier fouillé reprenant divers points de contact et adresses de référence, tandis que j'ai été invitée à reprendre contact avec la maman afin de voir comment l'appuyer dans ses démarches. Toutefois, à ce jour, les diverses tentatives pour rentrer en contact avec elle n'ont pas abouti. »

Madame Senecaut prend acte de cette réponse, et demande quelle serait la position du Collège communal si se présentait une demande d'inscription d'un enfant atteint de ce syndrome. La Présidente lui répond que cette demande serait bien entendu acceptée, comme ce fut d'ailleurs déjà le cas par le passé.

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose une seconde question :

« Nous avons pu constater l'autorisation récente de distribution d'invitations à un événement organisé par le Doyenné de Lens via le Taxi-Seniors. En dehors du fait que nous nous interrogeons sur la question de savoir si cela relève effectivement des missions dudit Taxi-Seniors, nous nous demandons s'il appartient à une Commune de faire ainsi la promotion d'activités organisées par une association religieuse ou philosophique ? Si cela était admis, il conviendrait d'élargir ce type de service à toutes les obédiences, mais la Commune a-t-elle les moyens de le faire ? »

Pour le Collège communal, le Président du CPAS apporte les éléments de réponse suivants :

Effectivement, une telle autorisation a été accordée, sur ma proposition, afin de convier les citoyens jurbisien à un repas de Noël organisé par le Doyenné de Lens en faveur des personnes isolées – repas qui s'est tenu dans la salle communale de La Vacresseoise. La demande initiale de soutien du Doyenné de Lens avait été approuvée par les autorités du CPAS, avant d'être soumise au Collège communal, sans la moindre considération religieuse ni philosophique mais en estimant que cette initiative, particulièrement en période de Noël, ne pouvait qu'être positivement appréciée. C'est ainsi que les services du Taxi-Seniors, mais également des aides-familiales du CPAS, ont été sollicités pour diffuser cette invitation.

Tout en prenant acte de cette réponse, Madame Senecaut demande au Collège communal si d'autres activités pourraient bénéficier de ce même soutien du Taxi-Seniors.

La Présidente et le Président du CPAS lui répondent par l'affirmative, tout en soulignant que chaque demande éventuelle ferait l'objet d'une analyse au cas par cas.

Madame Senecaut fait remarquer qu'il serait logique que des demandes similaires reçoivent une réponse similaire, tandis que Monsieur Delhaye effectue le rapprochement avec le débat qui s'est tenu au point 3 : divers mouvements et associations pourraient apprécier de pouvoir bénéficier de ce type de services.

Plus aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général

La Présidente,